

MODÈLES DE CONTRAT DE TRAVAIL



DAACHVERBAND VUN
DE LËTZEBUERGER
JUGENDSTRUKTUREN

Contrat de travail à durée indéterminée (CDI)

Entre

L'ASBL _____

ayant son siège social à _____

inscrite au RCS, sous le numéro (Firmenregister) _____

représentée par _____

nommée ci-après "l'employeur"

et

Monsieur/Madame _____

né(e) le _____ à _____

demeurant à _____

nommé(e) par la suite "le salarié"

a été conclu le présent contrat de travail tel que prévu par le Code du Travail luxembourgeois actuellement en vigueur (ci-après « Code du Travail »).

Article 1. Début du travail

Le salarié entre au service de l'employeur avec effet au _____.

Article 2. Objet

Le salarié est occupé en tant que _____.

Le salarié assure notamment les tâches suivantes :

(Description exacte de la tâche précise et non durable)

L'employeur se réserve le droit d'affecter le salarié à tout moment temporairement ou définitivement à un autre poste correspondant à ses qualifications et aptitudes si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié déclare ne pas s'opposer à une mise à disposition temporaire à une entreprise tierce au sens des articles L.132.1 et suivants du Code du Travail.

1 Biffer ce qui ne convient pas

2 Insérer la carrière

Article 3. Lieu de travail

Le lieu de travail est situé à _____.

L'employeur se réserve le droit de muter le salarié à titre temporaire ou définitif à tout autre lieu de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié marque son accord avec une mutation ou un détachement à l'étranger.

Article 4. Durée de travail

La durée de travail moyenne est la durée ordinaire appliquée au sein de l'ASBL, soit _____ heures par semaine.

Article 5. Horaire de travail¹

L'horaire normal du travail applicable au sein de l'ASBL est le suivant :

Lundi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mardi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mercredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Judi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Vendredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Samedi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Dimanche :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures

L'employeur se réserve le droit de modifier à tout moment temporairement ou définitivement l'horaire de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert.

Article 6. Durée du contrat

Le présent contrat est conclu à durée indéterminée. Chaque partie est en droit de résilier le contrat de travail en respectant le préavis légal. Les délais de préavis sont fixés au moment de la signature du présent contrat par les articles L.124-3 et L.124-4 du Code du Travail. Chaque partie pourra résilier le contrat avec effet immédiat pour faute grave conformément à l'article L.124-10 du Code du Travail.

Article 7. Salaire

A la date de l'engagement, le salarié sera classé dans la carrière _____² d'après le « Tableau des carrières » et rémunéré en tant que _____² d'après la « Grille des rémunérations » de la convention collective de travail pour le secteur d'aide et de soins et pour le secteur social actuellement en vigueur (ci-après « CCT SAS »).

Le salaire initial brut est fixé, conformément aux dispositions de CCT SAS actuellement en vigueur, à _____ EUR par mois.

Viendront s'ajouter, le cas échéant, à ces sommes d'autres suppléments conforme aux dispositions de la CCT SAS.

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

Article 8. Période d'essai

Le(s) __ semaines/mois ¹ après le commencement du travail sont à considérer comme période d'essai et sont régi(e)s par l'article L.121-5 du Code du travail. Pendant les deux premières semaines, le contrat ne peut être résilié par les deux parties, sauf pour faute grave conformément à l'article L.124-10 du Code du Travail. Le contrat est à considérer comme définitif si avant l'expiration de la période ainsi convenue aucune des deux parties ne l'a dénoncé par lettre recommandée en respectant le préavis légal prévu par le Code du Travail.

Article 9. Congé annuel

Le congé annuel est de ____ jours par an. Les modalités d'application du congé sont régies par le Code du Travail et par les dispositions de la CCT SAS, en vigueur au moment de la signature du contrat.

Article 10. Délais à respecter en cas de rupture du contrat avec préavis

La durée des délais de préavis à observer par l'employeur et le salarié en cas de résiliation du contrat de travail est réglée par les articles L. 124-3 et L. 124-4. du Code du Travail et par l'article 6 de la CCT SAS.

Article 11. Obligation en cas de maladie

Le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident s'oblige, le jour même de l'empêchement, d'en avertir l'employeur le plus tôt possible. Au plus tard le troisième jour de la maladie, l'employeur devra être en possession d'un certificat médical en bonne et due forme, la simple remise à la poste le troisième jour n'étant pas suffisante. Ces obligations devront être respectées pour chaque prolongation de l'incapacité de travail.

Article 12. Clause d'exclusivité

Le salarié s'engage à vouer toutes ses aptitudes et connaissances ainsi que toute son activité professionnelle exclusivement au service de l'employeur, ceci non seulement dans le ressort spécial qui lui est assigné.

Article 13. Clause de confidentialité

Le salarié s'engage à ne pas divulguer à des personnes non autorisées, ni à utiliser à son propre profit ni à celui d'un tiers, tous renseignements verbaux et écrits à caractère confidentiel et concernant les activités de l'employeur. Cette obligation au secret restera pleinement en vigueur après la fin du contrat de travail.

Article 14. Protection des données

L'employeur informe le salarié qu'en vue de l'exécution du présent contrat, de la détermination du salaire à verser et du respect de ses obligations légales, il traite notamment les données suivantes concernant le salarié : le nom, l'adresse, la

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

matricule de sécurité sociale, la date de naissance, les documents remis lors de l'embauche (p.ex. curriculum vitae), salaire, les preuves de paiement, les heures de travail prestées, l'échange de correspondance entre parties ainsi que d'autres documents ayant trait à la relation de travail (p.ex. certificats médicaux, demandes de congé, etc.) Les données ne seront communiquées à aucun tiers, à l'exception des administrations publiques (sécurité sociale et administration des contributions) ainsi qu'à notre fiduciaire/comptable_____.

Les données seront conservées durant_____ ans après la fin des relations du travail. Le salarié dispose d'un droit d'accès à ses données, ainsi que d'un droit de rectification en cas d'erreur matérielle.

Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent contrat, les parties soussignées se réfèrent au Code du Travail et à la CCT SAS.

Fait en double exemplaire à _____ le _____, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

le salarié

pour l'employeur

1 Biffer ce qui ne convient pas
2 Insérer la carrière

Contrat de travail à durée indéterminée (CDI) à temps partiel

Entre

L'ASBL _____

ayant son siège social à _____

inscrite au RCS, sous le numéro (Firmenregister) _____

représentée par _____

nommée ci-après "l'employeur"

et

Monsieur/Madame _____

né(e) le _____ à _____

demeurant à _____

nommé(e) par la suite "le salarié"

a été conclu le présent contrat de travail tel que prévu par le Code du Travail luxembourgeois actuellement en vigueur (ci-après « Code du Travail »).

Article 1. Début du travail

Le salarié entre au service de l'employeur avec effet au _____.

Article 2. Objet

Le salarié est occupé en tant que _____.

Le salarié assure notamment les tâches suivantes :

(Description exacte de la tâche précise et non durable)

L'employeur se réserve le droit d'affecter le salarié à tout moment temporairement ou définitivement à un autre poste correspondant à ses qualifications et aptitudes si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié déclare ne pas s'opposer à une mise à disposition temporaire à une entreprise tierce au sens des articles L.132.1 et suivants du Code du Travail.

1 Biffer ce qui ne convient pas

2 Insérer la carrière

Article 3. Lieu de travail

Le lieu de travail est situé à _____.

L'employeur se réserve le droit de muter le salarié à titre temporaire ou définitif à tout autre lieu de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié marque son accord avec une mutation ou un détachement à l'étranger.

Article 4. Durée de travail

Les parties conviennent d'un horaire à temps partiel à raison de _____ heures par semaine/mois. ¹

Article 5. Horaire de travail¹

L'horaire normal du travail applicable au sein de l'ASBL est le suivant :

Lundi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mardi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mercredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Judi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Vendredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Samedi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Dimanche :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures

L'employeur se réserve le droit de modifier à tout moment temporairement ou définitivement l'horaire de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert.

Article 6. Durée du contrat

Le présent contrat est conclu à durée indéterminée. Chaque partie est en droit de résilier le contrat de travail en respectant le préavis légal. Les délais de préavis sont fixés au moment de la signature du présent contrat par les articles L.124-3 et L.124-4 du Code du Travail. Chaque partie pourra résilier le contrat avec effet immédiat pour faute grave conformément à l'article L.124-10 du Code du Travail.

Article 7. Salaire

A la date de l'engagement, le salarié sera classé dans la carrière _____² d'après le « Tableau des carrières » et rémunéré en tant que _____² d'après la « Grille des rémunérations » de la convention collective de travail pour le secteur d'aide et de soins et pour le secteur social actuellement en vigueur (ci-après « CCT SAS »).

Le salaire initial brut est fixé, conformément aux dispositions de CCT SAS actuellement en vigueur, à _____ EUR par mois.

Viendront s'ajouter, le cas échéant, à ces sommes d'autres suppléments conforme aux dispositions de la CCT SAS.

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

Article 8. Période d'essai

Le(s)___ semaines/mois ¹ après le commencement du travail sont à considérer comme période d'essai et sont régi(e)s par l'article L.121-5 du Code du travail. Pendant les deux premières semaines, le contrat ne peut être résilié par les deux parties, sauf pour faute grave conformément à l'article L.124-10 du Code du Travail. Le contrat est à considérer comme définitif si avant l'expiration de la période ainsi convenue aucune des deux parties ne l'a dénoncé par lettre recommandée en respectant le préavis légal prévu par le Code du Travail.

Article 9. Congé annuel

Le congé annuel est de _____ jours par an. Les modalités d'application du congé sont régies par le Code du Travail et par les dispositions de la CCT SAS, en vigueur au moment de la signature du contrat.

Article 10. Délais à respecter en cas de rupture du contrat avec préavis

La durée des délais de préavis à observer par l'employeur et le salarié en cas de résiliation du contrat de travail est réglée par les articles L. 124-3 et L. 124-4. du Code du Travail et par l'article 6 de la CCT SAS.

Article 11. Obligation en cas de maladie

Le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident s'oblige, le jour même de l'empêchement, d'en avertir l'employeur le plus tôt possible. Au plus tard le troisième jour de la maladie, l'employeur devra être en possession d'un certificat médical en bonne et due forme, la simple remise à la poste le troisième jour n'étant pas suffisante. Ces obligations devront être respectées pour chaque prolongation de l'incapacité de travail.

Article 12. Clause d'exclusivité

Le salarié s'engage à vouer toutes ses aptitudes et connaissances ainsi que toute son activité professionnelle exclusivement au service de l'employeur, ceci non seulement dans le ressort spécial qui lui est assigné.

Article 13. Clause de confidentialité

Le salarié s'engage à ne pas divulguer à des personnes non autorisées, ni à utiliser à son propre profit ni à celui d'un tiers, tous renseignements verbaux et écrits à caractère confidentiel et concernant les activités de l'employeur. Cette obligation au secret restera pleinement en vigueur après la fin du contrat de travail.

Article 14. Protection des données

L'employeur informe le salarié qu'en vue de l'exécution du présent contrat, de la détermination du salaire à verser et du respect de ses obligations légales, il traite notamment les données suivantes concernant le salarié : le nom, l'adresse, la

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

matricule de sécurité sociale, la date de naissance, les documents remis lors de l'embauche (p.ex. curriculum vitae), salaire, les preuves de paiement, les heures de travail prestées, l'échange de correspondance entre parties ainsi que d'autres documents ayant trait à la relation de travail (p.ex. certificats médicaux, demandes de congé, etc.) Les données ne seront communiquées à aucun tiers, à l'exception des administrations publiques (sécurité sociale et administration des contributions) ainsi qu'à notre fiduciaire/comptable_____.

Les données seront conservées durant_____ ans après la fin des relations du travail. Le salarié dispose d'un droit d'accès à ses données, ainsi que d'un droit de rectification en cas d'erreur matérielle.

Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent contrat, les parties soussignées se réfèrent au Code du Travail et à la CCT SAS.

Fait en double exemplaire à _____ le _____, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

le salarié

pour l'employeur

1 Biffer ce qui ne convient pas
2 Insérer la carrière

Contrat de travail à durée déterminée (CDD)

Entre

L'ASBL _____

ayant son siège social à _____

inscrite au RCS, sous le numéro (Firmenregister) _____

représentée par _____

nommée ci-après "l'employeur"

et

Monsieur/Madame _____

né(e) le _____ à _____

demeurant à _____

nommé(e) par la suite "le salarié"

a été conclu le présent contrat de travail tel que prévu par le Code du Travail luxembourgeois actuellement en vigueur (ci-après « Code du Travail »).

Article 1. Début du travail

Le salarié entre au service de l'employeur avec effet au _____.

Article 2. Objet

Le salarié est occupé en tant que _____.

Le salarié assure notamment les tâches suivantes :

(Description exacte de la tâche précise et non durable)

L'employeur se réserve le droit d'affecter le salarié à tout moment temporairement ou définitivement à un autre poste correspondant à ses qualifications et aptitudes si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié déclare ne pas s'opposer à une mise à disposition temporaire à une entreprise tierce au sens des articles L.132.1 et suivants du Code du Travail.

1 Biffer ce qui ne convient pas

2 Insérer la carrière

Article 3. Lieu de travail

Le lieu de travail est situé à _____.

L'employeur se réserve le droit de muter le salarié à titre temporaire ou définitif à tout autre lieu de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié marque son accord avec une mutation ou un détachement à l'étranger.

Article 4. Durée de travail

La durée de travail moyenne convenue est la durée ordinaire appliquée au sein de l'ASBL, soit _____ heures par semaine.

Article 5. Horaire de travail¹

L'horaire normal du travail applicable au sein de l'ASBL est le suivant :

Lundi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mardi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mercredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Jeudi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Vendredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Samedi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Dimanche :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures

L'employeur se réserve le droit de modifier à tout moment temporairement ou définitivement l'horaire de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert.

Article 6. Durée du contrat¹

- a) Le présent contrat est conclu pour une durée précise et expire le _____ de plein droit et sans préavis.

ou

- b) Le présent contrat est conclu pour une durée imprécise.

La durée minimale du contrat de travail est de _____ jours/semaines/mois¹.

Nom du salarié absent remplacé _____.

Le présent contrat a pour terme la fin de l'empêchement du salarié absent remplacé.

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

Article 7. Salaire

A la date de l'engagement, le salarié sera classé dans la carrière _____² d'après le « Tableau des carrières » et rémunéré en tant que _____² d'après la « Grille des rémunérations » de la convention collective de travail pour le secteur d'aide et de soins et pour le secteur social actuellement en vigueur (ci-après « CCT SAS »).

Le salaire initial brut est fixé, conformément aux dispositions de CCT SAS actuellement en vigueur, à _____ EUR par mois.

Viendront s'ajouter, le cas échéant, à ces sommes d'autres suppléments conforme aux dispositions de la CCT SAS.

Article 8. Période d'essai

Le(s) _____ semaines/mois¹ après le commencement du travail sont à considérer comme période d'essai et sont régi(e)s par l'article L.121-5 du Code du travail. Pendant les deux premières semaines, le contrat ne peut être résilié par les deux parties, sauf pour faute grave conformément à l'article L.124-10 du Code du Travail. Le contrat est à considérer comme définitif si avant l'expiration de la période ainsi convenue aucune des deux parties ne l'a dénoncé par lettre recommandée en respectant le préavis légal prévu par le Code du Travail.

Article 9. Congé annuel

Le congé annuel est de _____ jours par an. Les modalités d'application du congé sont régies par le Code du Travail et par les dispositions de la CCT SAS, en vigueur au moment de la signature du contrat.

Article 10. Délais à respecter en cas de rupture du contrat avec préavis

La durée des délais de préavis à observer par l'employeur et le salarié en cas de résiliation du contrat de travail est réglée par les articles L. 124-3 et L. 124-4. du Code du Travail et par l'article 6 de la CCT SAS.

Article 11. Obligation en cas de maladie

Le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident s'oblige, le jour même de l'empêchement, d'en avertir l'employeur le plus tôt possible. Au plus tard le troisième jour de la maladie, l'employeur devra être en possession d'un certificat médical en bonne et due forme, la simple remise à la poste le troisième jour n'étant pas suffisante. Ces obligations devront être respectées pour chaque prolongation de l'incapacité de travail.

Article 12. Clause d'exclusivité

Le salarié s'engage à vouer toutes ses aptitudes et connaissances ainsi que toute son activité professionnelle exclusivement au service de l'employeur, ceci non seulement dans le ressort spécial qui lui est assigné.

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

Article 13. Clause de confidentialité

Le salarié s'engage à ne pas divulguer à des personnes non autorisées, ni à utiliser à son propre profit ni à celui d'un tiers, tous renseignements verbaux et écrits à caractère confidentiel et concernant les activités de l'employeur. Cette obligation au secret restera pleinement en vigueur après la fin du contrat de travail.

Article 14. Protection des données

L'employeur informe le salarié qu'en vue de l'exécution du présent contrat, de la détermination du salaire à verser et du respect de ses obligations légales, il traite notamment les données suivantes concernant le salarié : le nom, l'adresse, la matricule de sécurité sociale, la date de naissance, les documents remis lors de l'embauche (p.ex. curriculum vitae), salaire, les preuves de paiement, les heures de travail prestées, l'échange de correspondance entre parties ainsi que d'autres documents ayant trait à la relation de travail (p.ex. certificats médicaux, demandes de congé, etc.) Les données ne seront communiquées à aucun tiers, à l'exception des administrations publiques (sécurité sociale et administration des contributions) ainsi qu'à notre fiduciaire/comptable_____.

Les données seront conservées durant_____ ans après la fin des relations du travail. Le salarié dispose d'un droit d'accès à ses données, ainsi que d'un droit de rectification en cas d'erreur matérielle.

Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent contrat, les parties soussignées se réfèrent au Code du Travail et à la CCT SAS.

Fait en double exemplaire à _____ le _____, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

le salarié

pour l'employeur

1 Biffer ce qui ne convient pas

2 Insérer la carrière

Contrat de travail à durée déterminée (CDD) à temps partiel

Entre

L'ASBL _____

ayant son siège social à _____

inscrite au RCS, sous le numéro (Firmenregister) _____

représentée par _____

nommée ci-après "l'employeur"

et

Monsieur/Madame _____

né(e) le _____ à _____

demeurant à _____

nommé(e) par la suite "le salarié"

a été conclu le présent contrat de travail tel que prévu par le Code du Travail luxembourgeois actuellement en vigueur (ci-après « Code du Travail »).

Article 1. Début du travail

Le salarié entre au service de l'employeur avec effet au _____.

Article 2. Objet

Le salarié est occupé en tant que _____.

Le salarié assure notamment les tâches suivantes :

(Description exacte de la tâche précise et non durable)

L'employeur se réserve le droit d'affecter le salarié à tout moment temporairement ou définitivement à un autre poste correspondant à ses qualifications et aptitudes si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié déclare ne pas s'opposer à une mise à disposition temporaire à une entreprise tierce au sens des articles L.132.1 et suivants du Code du Travail.

1 Biffer ce qui ne convient pas

2 Insérer la carrière

Article 3. Lieu de travail

Le lieu de travail est situé à _____.

L'employeur se réserve le droit de muter le salarié à titre temporaire ou définitif à tout autre lieu de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert. Le salarié marque son accord avec une mutation ou un détachement à l'étranger.

Article 4. Durée de travail

Les parties conviennent d'un horaire à temps partiel à raison de _____ heures par semaine/mois.¹

Article 5. Horaire de travail¹

L'horaire normal du travail applicable au sein de l'ASBL est le suivant :

Lundi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mardi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Mercredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Jeudi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Vendredi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Samedi :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures
Dimanche :	de _____ à _____ heures et de _____ à _____ heures

L'employeur se réserve le droit de modifier à tout moment temporairement ou définitivement l'horaire de travail si l'intérêt de l'ASBL le requiert.

Article 6. Durée du contrat¹

- a) Le présent contrat est conclu pour une durée précise et expire le _____ de plein droit et sans préavis.

ou

- b) Le présent contrat est conclu pour une durée imprécise.

La durée minimale du contrat de travail est de _____ jours/semaines/mois¹.

Nom du salarié absent remplacé _____.

Le présent contrat a pour terme la fin de l'empêchement du salarié absent remplacé.

¹ Biffer ce qui ne convient pas
² Insérer la carrière

Article 7. Salaire

A la date de l'engagement, le salarié sera classé dans la carrière _____² d'après le « Tableau des carrières » et rémunéré en tant que _____² d'après la « Grille des rémunérations » de la convention collective de travail pour le secteur d'aide et de soins et pour le secteur social actuellement en vigueur (ci-après « CCT SAS »).

Le salaire initial brut est fixé, conformément aux dispositions de CCT SAS actuellement en vigueur, à _____ EUR par mois.

Viendront s'ajouter, le cas échéant, à ces sommes d'autres suppléments conforme aux dispositions de la CCT SAS.

Article 8. Période d'essai

Le(s) _____ semaines/mois ¹ après le commencement du travail sont à considérer comme période d'essai et sont régi(e)s par l'article L.121-5 du Code du travail. Pendant les deux premières semaines, le contrat ne peut être résilié par les deux parties, sauf pour faute grave conformément à l'article L.124-10 du Code du Travail. Le contrat est à considérer comme définitif si avant l'expiration de la période ainsi convenue aucune des deux parties ne l'a dénoncé par lettre recommandée en respectant le préavis légal prévu par le Code du Travail.

Article 9. Congé annuel

Le congé annuel est de _____ jours par an. Les modalités d'application du congé sont régies par le Code du Travail et par les dispositions de la CCT SAS, en vigueur au moment de la signature du contrat.

Article 10. Délais à respecter en cas de rupture du contrat avec préavis

La durée des délais de préavis à observer par l'employeur et le salarié en cas de résiliation du contrat de travail est réglée par les articles L. 124-3 et L. 124-4. du Code du Travail et par l'article 6 de la CCT SAS.

Article 11. Obligation en cas de maladie

Le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident s'oblige, le jour même de l'empêchement, d'en avertir l'employeur le plus tôt possible. Au plus tard le troisième jour de la maladie, l'employeur devra être en possession d'un certificat médical en bonne et due forme, la simple remise à la poste le troisième jour n'étant pas suffisante. Ces obligations devront être respectées pour chaque prolongation de l'incapacité de travail.

Article 12. Clause d'exclusivité

Le salarié s'engage à vouer toutes ses aptitudes et connaissances ainsi que toute son activité professionnelle exclusivement au service de l'employeur, ceci non seulement dans le ressort spécial qui lui est assigné.

¹ Biffer ce qui ne convient pas

² Insérer la carrière

Article 13. Clause de confidentialité

Le salarié s'engage à ne pas divulguer à des personnes non autorisées, ni à utiliser à son propre profit ni à celui d'un tiers, tous renseignements verbaux et écrits à caractère confidentiel et concernant les activités de l'employeur. Cette obligation au secret restera pleinement en vigueur après la fin du contrat de travail.

Article 14. Protection des données

L'employeur informe le salarié qu'en vue de l'exécution du présent contrat, de la détermination du salaire à verser et du respect de ses obligations légales, il traite notamment les données suivantes concernant le salarié : le nom, l'adresse, la matricule de sécurité sociale, la date de naissance, les documents remis lors de l'embauche (p.ex. curriculum vitae), salaire, les preuves de paiement, les heures de travail prestées, l'échange de correspondance entre parties ainsi que d'autres documents ayant trait à la relation de travail (p.ex. certificats médicaux, demandes de congé, etc.) Les données ne seront communiquées à aucun tiers, à l'exception des administrations publiques (sécurité sociale et administration des contributions) ainsi qu'à notre fiduciaire/comptable_____.

Les données seront conservées durant _____ ans après la fin des relations du travail. Le salarié dispose d'un droit d'accès à ses données, ainsi que d'un droit de rectification en cas d'erreur matérielle.

Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent contrat, les parties soussignées se réfèrent au Code du Travail et à la CCT SAS.

Fait en double exemplaire à _____ le _____, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

le salarié

pour l'employeur

1 Biffer ce qui ne convient pas
2 Insérer la carrière